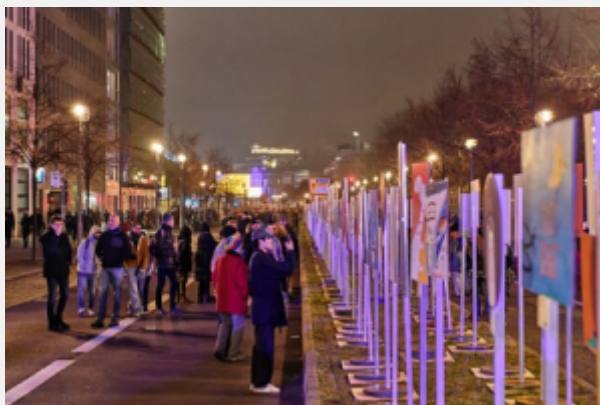


UNITÉ CULTURELLE ET COMMUNAUTÉ NATIONALE : L' EXEMPLE DE L' ALLEMAGNE POST-UNIFICATION. Elisa GOUDIN-STEINMANN

mercredi 11 décembre 2024, par [GOUDIN-STEINMANN](#)

L'Allemagne contemporaine est fracturée, la victoire de l'AfD dans trois Länder en est l'une des expressions. Pour bien comprendre la difficulté à (re)construire une communauté depuis la chute du Mur, il faut bien sûr en faire une analyse systémique. A partir d'un retour historique sur les conditions d'intégration des deux Allemagnes, Elisa Goudin Steinmann (1) se concentre sur la dimension culturelle. La culture c'est d'abord une ouverture vers l'autre, un partage... mais aussi des logiques d'influence (Traité de mai 1986), voire une démarche de puissance parfois jusqu'à la domination. L'analyse de l'auteure s'appuie sur celle du Don (Georges Bataille). D'aucuns y trouveront une terrible résonance avec les difficultés actuelles de nos démocraties et plus encore avec ce qui se passe aux confins européens.

(1) Professeure des Universités en études germaniques. Université Sorbonne nouvelle



Célébrations des 35 ans de la chute du Mur, exposition de posters le long de l'ancien tracé du Mur

UNITÉ CULTURELLE ET COMMUNAUTÉ NATIONALE : L' EXEMPLE DE L' ALLEMAGNE POST- UNIFICATION

L'unification allemande en 1990 est un exemple concret de recréation d'une unité nationale après quarante années de division, qui impliquait de mettre en place les conditions d'un partage d'expériences, d'un échange entre deux populations qui avaient vécu pendant presque deux générations largement coupées l'une de l'autre dans leur vie quotidienne, tout en étant liées par la persistance d'une « communauté nationale », du moins dans le discours officiel de la RFA. Le traité d'unification indiquait, à l'article 35 : « L'art et la culture ont été, malgré la division du pays, un fondement de l'unité ininterrompue de la nation. (...) La substance culturelle dans les nouveaux Länder ne doit pas subir de préjudices [1] ». Il s'agissait donc de donner à la culture est-allemande du temps pour s'adapter au libéralisme économique, comme une sorte de sursis financé par des capitaux publics, pour assurer la continuité de la vie culturelle dans l'ex-RDA et refonder la communauté nationale sur la base d'un sentiment d'appartenance commune, dont la culture serait le vecteur.

Comment s'est joué le jeu de l'inclusion/exclusion de l'ex RDA dans le domaine de la politique culturelle ? Quels étaient les ressorts du discours sur l'unité culturelle comme base de la refondation de l'unité nationale en 1990 ? Pour le dire autrement : **comment refaire communauté quand on est différents ?**

Nous proposons d'esquisser quelques réponses à ces questions et de réfléchir au lien qui unie, dans le cas de l'Allemagne réunifiée, la notion d'unité culturelle et celle de communauté nationale, afin de comprendre et de mettre en perspective les discours qui se multiplient actuellement sur la fracture de cette communauté et le fait que le sentiment d'unité n'a jamais été aussi faible [2] depuis 1989, comme le montrent les derniers résultats des élections locales dans trois Länder de l'Est, où l'AfD a réalisé de très bons scores en jouant sur cette fracture Est/Ouest.

Des échanges amorcés en amont avant la chute du Mur de Berlin

Afin de comprendre la dynamique des échanges qui ont été mis en place sur le plan culturel entre les deux parties de l'Allemagne réunifiée après 1990, il est nécessaire de revenir en arrière sur les formes d'échanges qui avaient « préparé le terrain » en amont. En effet, en mai 1986, un *Kulturabkommen*, traité codifiant et encourageant les échanges culturels entre les deux Allemagnes a été signé par Kurt Nier pour la RDA et Hans Otto Bräutigam pour la RFA. L'idée d'un tel traité avait été lancée en 1973, dans le sillage du traité fondamental adopté par les deux Etats grâce à l'*Ostpolitik* initiée par le Chancelier Willy Brandt. Seize années de négociations ont donc été nécessaires pour obtenir cet accord, ce qui tend à montrer que les échanges dans le domaine culturel sont bien souvent les plus problématiques entre les régimes autoritaires et les démocraties [3]. Ceci tient à la force subversive inhérente à l'activité de certains artistes. Le président du Conseil allemand de la Culture, Olaf Zimmermann a établi explicitement le parallèle en affirmant que les artistes étaient par nature « particulièrement en état d'infecter un régime répressif [4] ». L'échange culturel est donc perçu comme un instrument pour les démocraties, afin d'inoculer

le virus de la liberté d'expression, une réponse à la tentative de vie en autarcie des dictatures. C'est par l'échange culturel, plus que par tout autre échange, que les frontières - réelles ou symboliques - entre dictatures et démocraties ont une chance de devenir perméables.

Dans le cas de l'accord culturel entre les deux Allemagnes signé en 1986, les difficultés ont porté principalement sur deux points :

La première source de tensions était liée aux biens culturels mis à l'abri du régime national-socialiste pendant la Seconde Guerre mondiale. La plupart avaient été transportés à l'Ouest et la RFA refusait de les rendre aux musées situés en RDA, en suivant une ligne d'argumentation qui est pourtant davantage l'apanage du régime est-allemand : l'idée qu'il faut accepter les conséquences de la Guerre, qu'il serait vain de vouloir remettre en cause l'état de fait créé en 1945 par cette dernière [5]. Cette question a entraîné un blocage total des négociations pour la signature du traité entre 1975 et 1982.

La seconde difficulté était davantage de nature idéologique. Les deux parties ne parvenaient pas à s'entendre sur la question de la référence à la « culture allemande » et à « l'unité de la nation ». Pour la RDA, il était en effet exclu de reconnaître l'existence d'une appartenance culturelle commune des deux Etats, alors que la RFA justifiait au contraire la nécessité du développement des échanges culturels en se fondant sur ce principe. Un ouvrage publié en RDA montre bien cette divergence. Il s'agit de l'ouvrage de Erhard Hexelschneider et Erhard John intitulé : *La culture comme lien ? Une analyse de la thèse de la « nation culturelle allemande unitaire »*. [6] La culture est-allemande est explicitement définie comme une alternative à la culture ouest-allemande, le développement d'une nation est-allemande étant perçu comme allant de pair avec celui d'une identité culturelle est-allemande :

« De même qu'une nation socialiste, dont les caractéristiques fondamentales ont été et sont toujours déterminées par la classe ouvrière victorieuse, se développe en RDA, une culture nationale allemande socialiste a également vu le jour [7] ».

La formation d'une culture est-allemande autonome et celle d'une nation socialiste sont clairement mis en relation. Mais l'une comme l'autre sont avant tout décrétées. Selon le discours officiel de RDA, la classe bourgeoise ouest-allemande se réfère de façon artificielle à une prétendue unité culturelle afin de se légitimer elle-même. Elle refuse de reconnaître le « processus objectif » de formation d'une culture socialiste nationale en RDA afin de servir ses propres objectifs. Le débat sur l'existence de deux cultures allemandes est donc clairement marqué par des idéologies antagonistes, l'approche choisie par la RDA pour analyser cette question consistant à la replacer dans le contexte de la lutte des classes, et à retrouver ainsi un ressort fondamental de l'argumentation marxiste.

Mais cette thèse d'une unité culturelle allemande n'est pas seulement considérée comme représentative de l'expression d'un point de vue « capitaliste » et « bourgeois » sur la situation géopolitique de l'Allemagne, elle est perçue comme caractéristique de l'impérialisme culturel ouest-allemand. Cette conviction des dirigeants de RDA est appuyée par un effort pour « démasquer » les motivations réelles des partisans de la thèse d'une unité culturelle allemande :

« Sur ce point, ce qui importe, aux yeux de ceux qui militent pour ce type de thèses, ce n'est absolument pas en premier lieu les contacts culturels, l'échange culturel (...) mais de solides objectifs économiques, politiques, sociaux et militaires [8] ».

Les auteurs cherchent à donner l'impression qu'ils démasquent de véritables motifs derrière la notion d'échanges culturels ou d'unité culturelle. Ils tentent de montrer que l'affirmation de l'existence d'une culture allemande commune aux deux États est en fait un leurre, un détour, pour refuser l'état de fait caractérisé par la séparation en deux Etats conduits par deux orientations politiques et idéologiques concurrentes. Les efforts consentis par la RDA pour établir des échanges culturels avec l'autre État allemand ne doivent donc pas être interprétés selon eux comme le signe d'une reconnaissance d'une quelconque communauté culturelle et nationale entre les deux États. C'est la raison pour laquelle les autorités de RDA affirment de façon récurrente, en donnant le sentiment qu'elles cherchent à dissimuler un malentendu suite à la signature de ces traités, que la thèse ouest-allemande de la nation culturelle unitaire n'est qu'une variante particulière de la stratégie générale d'agression de la RFA contre la RDA.

La conviction fondamentale est donc que les échanges culturels ne seraient recherchés par la RFA que dans le seul but de détruire la RDA :

« Il existe un lien direct entre la thèse de « la nation culturelle allemande unitaire » et le concept bourgeois de la « libre circulation des idées, des hommes, des informations et des contacts culturels ». Le concept de la nation culturelle, comme celui de la libre circulation, ont pour objectif d'inoculer à la société socialiste une idéologie bourgeoise incontrôlable (dans notre cas particulier en provenance de la RFA) dans les domaines de l'information, de la culture, de la formation, de la science et des contacts humanitaires [9] »

En somme, la ligne d'argumentation du SED est la suivante : Nous mettons en place des échanges culturels, mais cela ne signifie en aucun cas que nous serions prêts à reconnaître une quelconque communauté culturelle entre les deux Etats antagonistes. Or, cette ligne d'argumentation est difficilement tenable : peut-on organiser des échanges sans reconnaître une telle communauté, un socle commun sur lequel les échanges peuvent se fonder ? Peut-on échanger si l'on a peur que l'autre partie inocule, par la culture, une idéologie « incontrôlable » ? La RDA, qui avait justifié le refus des échanges culturels par sa théorie de l'impérialisme culturel de la RFA contre le socialisme, est dans une position très compliquée ensuite lorsqu'il s'agit de justifier la signature du traité culturel. Un échange implique toujours un don et un contre-don, comme l'a montré la recherche en sciences sociales [10]. Dans un échange, il est impossible de prétendre donner sans accepter de recevoir. Et l'expérience du traité culturel entre les deux Allemagnes montre que cela est vrai en particulier sur le plan culturel, puisque dans ce cas, ce sont essentiellement des biens immatériels qui transitent dans l'échange : des idées, des symboles, des convictions, des visions du monde.

Ainsi la situation dans la décennie qui précède l'unification est caractérisée par deux Etats aux positions antagonistes : la RFA recherchait le maximum d'échanges culturels, avec l'intention de propager le débat d'idées, et d'inoculer le « virus » de la démocratie. La RDA au contraire cherchait à réglementer le plus possible les échanges avec l'autre Allemagne, à organiser des échanges tout en conservant une méfiance de principe, et en conservant la thèse que la notion d'unité culturelle commune n'est qu'une astuce idéologique mise en place par la RFA au service de son impérialisme culturel. Il y a donc une asymétrie fondamentale, qui montre que les échanges culturels sont déjà appréhendés en termes de pouvoir avant la chute du Mur.

Malgré cette ambivalence dans les motivations, le traité de 1986 a permis quelques résultats concrets : des auteur.es sont venu.es présenter leurs livres dans l'autre Etat, une exposition intitulée « *Positionen – Malerei aus der BRD* » a été présentée au Altes Museum de Berlin-Est afin de faire connaître la peinture ouest-allemande (certains peintres comme Graubner, Richter et Uecker qui avaient quitté la RDA dans les années 1950 ou 1960 ont même été présentés lors de cette exposition). Mais au total, les échanges culturels officiels sont restés très encadrés et relativement restreints.

La réorganisation des échanges culturels dans le cadre de l'Allemagne unifiée

Après la chute du Mur, rien ou presque des institutions de la RDA n'a été conservé. Cela a pu suggérer que la RDA n'avait rien d'autre à apporter, dans la corbeille de mariage, que les *Ampelmännchen* et les *Sandmännchen*, qui sont devenus deux symboles de l'Allemagne de l'Est : l'un est un petit bonhomme vert ou rouge qui est utilisé dans les feux de signalisation et l'autre est une figure d'identification pour les enfants. Ces deux symboles sont deux tout petits personnages. Le fait d'organiser l'unification sous la forme d'un Beitritt, c'est-à-dire d'une simple adhésion de la RDA à la RFA - sans création commune d'un nouvel Etat avec une nouvelle Constitution et de nouvelles institutions - a permis d'aller vite, de profiter de cette fenêtre historique où l'unification était possible et qui risquait de se refermer. Mais on constate aujourd'hui que cette accélération a eu un prix : le sentiment a été donné aux Allemands de l'Est que l'on attendait d'eux uniquement qu'ils s'adaptent. Ils n'ont eu aucune marge d'action politique.

La journaliste Daniela Dahn le résume de la façon suivante dans son ouvrage « *Wehe dem Sieger* » : « Rien, mais vraiment rien ne nous intéresse chez vous [11] ». Daniela Dahn a fait partie des membres fondateurs du « Sursaut démocratique », *Demokratischer Aufbruch*, une organisation qui réunissait d'anciens dissidents de RDA, elle a également été vice-présidente de la première commission d'enquête indépendante sur la RDA. Le sous-titre de son ouvrage est en lui-même intéressant : « Honte au vainqueur. Ne rien apprendre du perdant, c'est apprendre à perdre ». Elle fait allusion au slogan bien connu des citoyens de RDA : « Apprendre de l'Union soviétique, c'est apprendre à vaincre ». Ici, la perspective est retournée, D. Dahn montre que la RFA elle aussi a perdu beaucoup dans ce jeu d'échanges asymétriques. En effet, on échange avant tout parce que l'on ne peut pas être autarcique, et ceci était valable aussi pour la RFA, bien plus dépendante de la RDA qu'elle ne voulait le reconnaître, ne serait-ce que pour se légitimer face à un contre-modèle. En ce sens, l'unification s'est finalement révélée être un échange à somme négative, et ceci est dû à l'asymétrie fondamentale qui a caractérisé ces échanges au niveau de la politique culturelle.

On a demandé aux Allemands de l'Est de garder pour eux ce qu'ils pensaient pouvoir mettre dans la corbeille de l'unité. Le corollaire est qu'ils ont été perçus très souvent uniquement comme une charge, la transposition des structures de politique culturelle déjà en vigueur dans les anciens Länder se traduisant par une prise en charge globale des Allemands de l'Est par les Allemands de l'Ouest. La révolution pacifique, qui avait à l'origine pour thème la liberté, s'est très vite réorganisée autour de la revendication d'unité (passage du slogan *Wir sind das Volk*, « le peuple c'est nous », à *Wir sind ein Volk*, « nous sommes un seul peuple »), en sorte que l'unification elle-même est devenue une valeur-refuge, sans discussion réflexive sur ses modalités concrètes. De plus, les intellectuels, qui auraient été susceptibles de prendre parti et de faire valoir certains acquis culturels hérités de RDA, ont très vite été inaudibles.

La question est alors de savoir comment le contre-don aurait pu s'organiser : quelle aurait pu être la contribution des Allemands de l'Est à cet échange, qu'auraient-ils pu mettre dans la corbeille de mariage ? Par exemple, cela aurait été l'occasion de réfléchir au droit de la nationalité (droit du sol/droit du sang), ou à la législation sur l'avortement (bien plus libérale en RDA) ou encore au droit au logement et au travail. De même, la réflexion autour de la démocratisation de l'accès à la culture amorcée dans les cercles de dissidents de RDA aurait pu être reprise après l'unification dans un nouveau contexte. C'est le sens de l'assertion d'Udo Bartsch :

« Si nous voulons consciemment accéder à l'unité intérieure de l'Allemagne, nous devons emprunter le chemin couvert de ronces qu'est celui de la confrontation de conceptions du monde et de valeurs différentes [12] ».

Le prolongement de cette analyse critique des modalités de l'unification sur le plan culturel est la thématique de la « colonisation culturelle » : non seulement les Allemands de l'Est n'auraient pas pu élaborer eux-mêmes leur propre transition vers une politique culturelle démocratique, dépourvue de visée idéologique, les Allemands de l'Ouest ayant pour ainsi dire « confisqué » ce processus, mais l'unification culturelle aurait de surcroît ressemblé davantage à une colonisation qu'à une union politique. Des personnages symboliques comme Christa Wolf ou Stefan Heym ont parlé très tôt de pratiques colonialistes. Or, on sait ce que le terme de colonisation implique en termes d'échanges.

On retrouve cette thématique également dans un ouvrage français intitulé « *La face cachée de l'unification allemande* [13] ». Le chapitre consacré à la recherche et à l'organisation du système éducatif allemand hérité de l'unification est le plus critique :

« La destruction du système universitaire fut bien une colonisation et non une démocratisation [14] ».

Cette assertion mériterait d'être nuancée, mais elle reflète assurément la conviction d'une large partie des chercheurs est-allemands. Günter de Bruyns

souligne lui aussi la dimension paternaliste de l'unification culturelle allemande. Citons, à titre d'exemple, un épisode d'enfance qu'il raconte :

« A chaque fois qu'il goûtait gentiment quelque chose qu'il n'avait encore jamais mangé, l'enfant regardait sa mère et semblait lui demander du regard : « maman, est ce-que j'aime ça ? ». Au même genre de question posée par l'ex-RDA, les services de la culture et des sciences de la République fédérale ont répondu systématiquement en chœur : mais oui, mon petit tu aimes ça ! [15] ».

Le sentiment que l'ensemble des acquis de la RDA a été rejeté de façon injuste et sans distinction est récurrent, et la conséquence est que les citoyens de l'ex-RDA ont souvent eu le sentiment de se trouver devant la porte de la société ouest-allemande, qui reste fermée « alors qu'ils ont un billet d'entrée », pour reprendre une expression employée par une participante du Symposium de germanistes réunis à Manchester pour débattre du sujet « Germany- one year after unity [16] ». Nous voudrions citer ici une lettre d'une ancienne bibliothécaire de RDA, parue dans le courrier des lecteurs de la *Frankfurter Allgemeine Zeitung* en 1992, et qui illustre particulièrement bien l'amertume qu'a fait naître ce changement brutal, cet abandon de toutes les caractéristiques du système de promotion culturel est-allemand au profit du système de l'ancienne RFA, et donc ce transfert unilatéral de l'Ouest vers l'Est :

« Marquée par quarante ans de RDA, je ne peux changer de peau comme le serpent qui mue (...) J'ai aimé ma profession de bibliothécaire. Pour moi, la littérature n'était pas une « marchandise », mais quelque chose de vivant, pour preuve le grand nombre de rencontres et d'échanges avec les écrivains de RDA. Evidemment j'ai moi aussi couru après un fantôme : je voulais rendre l'humanité meilleure par la littérature. Je vécus le moment le plus pénible de ma vie quand on m'obligea après l'unification à jeter au panier les 10000 volumes de « ma » bibliothèque que j'avais mis quinze ans à constituer péniblement avec des ouvrages de qualité. Naturellement je ne l'ai pas fait (...) Même centralisé, notre système de bibliothèques était très bien ; aussitôt après 1989-90 il a été supprimé. Maintenant c'est le triomphe des parutions dépourvues de tout intérêt (...) C'en est fini de la littérature. Je ne serai plus bibliothécaire. (...) « Angoisse existentielle », voilà des mots qui me sont vite devenus familiers [17] ».

On le voit bien dans cet exemple, la reprise des structures de politique culturelle de l'ancienne RFA s'apparente, pour de nombreux.ses Allemand.es de l'Est, à une dévalorisation globale et injustifiée de leur capital socioculturel. Il y a eu au moment de l'unification une absence de volonté politique d'organiser les échanges, qui a pu être perçue comme une marque de mépris par une partie de la population est-allemande. Et l'on retrouve aujourd'hui des traces de cette humiliation collective dans le vote plus fréquent pour l'AfD à l'Est. Les dernières élections de l'automne 2024 dans trois Länder de l'Est en témoignent : ce parti populiste d'extrême-droite capitalise sur les frustrations et les sentiments d'injustice et reprend à son compte des slogans de la révolution pacifique comme « Wir sind das Volk » (le peuple c'est nous) mais dans un sens raciste et xénophobe alors que ce slogan était là simplement pour réclamer des élections libres à la fin des années 1980, et non pas pour exclure quiconque de la communauté nationale pour des motifs « culturels ».

D. Dahn raconte la façon dont la *Treuhand*, la société chargée de la conversion vers l'économie de marché des entreprises de RDA, s'est occupée du secteur de l'édition. La responsabilité de toutes les maisons d'édition de RDA a été confiée au départ à une seule personne, un ingénieur. Devant la protestation du monde de la culture, on lui a finalement octroyé deux employés à temps partiel, pour un an seulement. Selon elle, cela révèle un mépris tangible, une absence de différenciation. Le résultat a été que sur les 78 maisons d'édition est-allemandes, seules 12 ont survécu, des 6100 emplois dans ce secteur, 5500 ont été détruits, et une ville comme Leipzig, qui fut pendant des siècles la principale ville du livre en Allemagne, a une position nettement plus secondaire aujourd'hui [18]. Cette absence de différenciation se lit aussi dans une autre anecdote qu'elle rapporte : le pasteur Martin Weskott de Kattlenburg a sauvé de justesse, en les cachant dans une grange, une grande partie d'un ensemble de plusieurs centaines de milliers d'ouvrages fraîchement imprimés et jetés aux ordures juste après l'unification, car dévalorisés en tant que livres de la RDA. Or, parmi ces ouvrages, tous n'étaient pas des ouvrages de propagande pour le régime communiste, il y avait des œuvres d'exilés antifascistes, des œuvres classiques, des notes de Bach, des recueils de discours de Weizsäcker, etc. Là encore, le manque de différenciation est évident.

Le corollaire de cet échange asymétrique entre RFA et RDA est une amplification du phénomène de cristallisation de l'identité collective de la population de l'ex-RDA. La RFA a intégré la RDA en transposant son système d'organisation sans le reconfigurer. Nous sommes donc ici en présence d'un échange uniquement par le don, qui est une forme d'acquisition et d'affirmation de pouvoir, comme l'a montré Georges Bataille pour d'autres sociétés [19] : l'échange par le don est différent de l'échange classique où deux parties s'obligent entre elles. Le « don solennel », la « dépense ostentatoire », pour reprendre les expressions de G. Bataille, sont dans le registre de l'affrontement. Ce mécanisme est à l'œuvre aussi dans le « potlatch » analysé par Marcel Mauss : on s'affronte à coup de dons, on rivalise de générosité [20]. Le transfert unilatéral de savoir-faire des anciens vers les nouveaux Länder en Allemagne a souvent été ressenti en ces termes, comme une forme d'affirmation arbitraire de pouvoir. Karl Bever, le rédacteur en chef de la *Schweriner Volkszeitung*, a ainsi déclaré dans un entretien avec le *Spiegel* dès 1991 : « Nous avons l'impression d'être sur le marché des chevaux », pour décrire le processus par lequel certains grands groupes ouest-allemands ont eu tendance, juste après l'unification, à vérifier que « les dents étaient saines » avant d'accorder leur partenariat aux journaux est-allemands [21].

Les conséquences de l'asymétrie des échanges sur la cohésion nationale

Cet échange déséquilibré, asymétrique, dans le domaine politique et culturel, a eu des conséquences sur la cohésion nationale au sein de l'Allemagne unifiée qui se ressentent jusqu'à aujourd'hui. De nombreux.ses écrivain.es est-allemand.es ont cessé d'écrire après l'unification. Il s'agit d'un phénomène qui peut aussi s'interpréter en termes d'échanges : ces écrivain.es, dont beaucoup étaient reconnu.es internationalement, et avaient reçu des critiques très positives y compris à l'Ouest, ont souvent refusé les termes de l'échange mis en place après 1990. Cette posture est exprimée par exemple par G. Grass, un écrivain de l'Ouest qui donne une formulation au sentiment partagé par de nombreux.ses artistes de l'ex RDA. Le message de Grass face à l'unification allemande s'apparente à une mise en garde : « Ne comptez pas sur les écrivains pour embrayer sur vos pseudo-euphories [22] » En fait, ce qu'on a reproché à Grass,

implicitement ou non, c'est de ne pas avoir profité de la chute du mur pour « faire sa grande mutation et devenir le grand écrivain acceptable d'une Allemagne encore indéfinissable, un ultime symbole de la réconciliation avec soi [23] ». L'unification aurait eu besoin de la « bénédiction » d'écrivains comme Günter Grass pour pouvoir asseoir sa légitimité sur une reconnaissance de la part des acteurs culturels, aussi bien est-allemands que ouest-allemands.

Mais en dehors des acteurs culturels, cet échange déséquilibré et asymétrique dans le secteur culturel a été aussi un obstacle à l'unité nationale. Aristote avait déjà montré que les échanges commerciaux sont des conditions de la vie en société, mais ne suffisent pas à eux seuls pour définir une « communauté ». Il faut que soit présente une autre dimension de l'échange, la volonté de faire ensemble le bien commun, ou, pour le dire autrement, de faire ensemble de la politique. Il est donc nécessaire, pour définir une communauté, qu'entre en jeu la faculté d'échanger, de discuter ensemble du juste et de l'injuste, du bien et du mal [24]. Or, en partant du postulat que les Allemands de l'Est ne devaient rien apporter dans la corbeille de l'unification, on s'est privé de cette dimension de l'échange, pourtant indispensable, si l'on suit Aristote, au développement d'une véritable communauté de citoyens. En faisant l'économie de la fondation d'un nouvel État, l'Allemagne a hypothéqué les chances de créer une forte cohésion nationale.

On pourrait apporter ici une dernière hypothèse en relisant les travaux d'Annette Weiner, qui a étudié la société trobriandaise [25], et a montré que l'on ne peut pas séparer la tendance à échanger d'une autre tendance, contradictoire et complémentaire, à conserver [26]. Or un processus similaire est à l'œuvre dans le mode de gestion des échanges entre les deux Allemagnes qui a présidé à l'unification : la RFA a avant tout été soucieuse de conserver son modèle économique, social, politique. Ainsi, s'il est vrai que l'échange possède deux mouvements opposés, donner et conserver, on peut dire que dans le cas de l'Allemagne, ces deux mouvements sont opposés mais se déterminent l'un l'autre : donner est le plus sûr moyen de conserver, et conserver implique de donner généreusement, dans un mouvement de don qui exclue en grande partie toute forme de contre-don.

Conclusion

Lors de l'unification allemande, on s'est contenté de transposer le modèle ouest-allemand à l'Est, comme si la RDA n'était qu'une parenthèse de l'histoire, une « note de bas de page » dans l'histoire du monde, pour reprendre une expression devenue célèbre [27]. On est donc parti du postulat que la RDA se résumait finalement à une simple bulle idéologique qui aurait éclaté, un accident de l'histoire à résorber le plus vite possible et non pas une expérience sociale à prendre en compte. L'élan populaire qui était né en RDA en particulier dans les manifestations du lundi à Leipzig, a fait long feu, et la solution d'un *Beitritt*, d'une simple entrée de la RDA dans la RFA - en lieu et place de la refonte d'un nouvel État commun doté d'une nouvelle constitution élaborée conjointement - s'est rapidement imposée. Cela a empêché la mise en place d'un véritable dialogue au niveau de la politique culturelle. Pour le dire de façon imagée, les Allemands de l'Ouest ont parfois donné le sentiment d'intervenir sur le plan culturel dans les nouveaux Länder à la manière des premiers secours qui arrivent en cas de sinistre. Cet échange asymétrique a eu plusieurs corollaires : le sentiment ressenti par une large partie de la population est-allemande d'une brusque dévalorisation de leur capital socioculturel, car la valeur émerge dans l'échange et n'est donc pas établie de façon indépendante de ces échanges. L'autre corollaire est la cristallisation d'une forte identité culturelle collective qui a parfois pu mettre à mal la cohésion nationale et la possibilité de recréer la « communauté nationale ». On le voit, l'unification allemande offre un laboratoire intéressant pour analyser les enjeux de pouvoir qui sont intrinsèquement liés à toute forme d'échange culturel.

Elisa Goudin-Steinmann, le 28 novembre 2024

Notes

[1] Le texte original est le suivant : (1) In den Jahren der Teilung waren Kunst und Kultur - trotz unterschiedlicher Entwicklung der beiden Staaten in Deutschland - eine Grundlage der fortbestehenden Einheit der deutschen Nation (...). (2) Die kulturelle Substanz in dem in Artikel 3 genannten Gebiet darf keinen Schaden nehmen.

[2] Jana Hensel, « En Allemagne, le sentiment d'unité n'a donc jamais été aussi faible depuis 1989 », in : Le Monde, 4 octobre 2019.

[3] D'autres exemples pourraient illustrer également ce constat, on pense par exemple à l'exposition « Art des Lumières », Kunst der Aufklärung, organisée au musée national de Pékin en 2011, avec des œuvres prêtées par des musées allemands.

[4] « besonders in der Lage, ein repressives Regime zu infizieren », Olaf Zimmerman, dpa-Meldung, 15. 04. 2011.

[5] Ce débat est nommé en allemand „Rückführungsfrage », et portait parfois sur des œuvres très célèbres, par exemple le Buste de Néfertiti, Büste der Nefretete.

[6] Erhard Hexelschneider et Erhard John, Kultur als einigendes Band ? Eine Auseinandersetzung mit der These von der « einheitlichen deutschen Kulturnation », Dietz Verlag, Berlin, 1984, 103 p.

[7] « In dem Masse (...), wie sich in der DDR die sozialistische Nation entwickelt, deren Wesenszüge von der siegreichen Arbeiterklasse bestimmt wurden und werden, bildete sich auch eine sozialistische deutsche Nationalkultur heraus », in : Erhard Hexelschneider et Erhard John, op. cit., p. 5

[8] „Dabei geht es den militanten Vertretern derartiger Thesen gar nicht unbedingt primär um kulturelle Kontakte, um Kulturaustausch, (...) sondern um handfeste ökonomische, politische, soziale und militärische Zielsetzungen“, in : Erhard Hexelschneider et Erhard John, op. cit., p.7

[9] „Zwischen der These von der « einheitlichen deutschen Kulturnation » und dem bürgerlicher Konzept der « Freizügigkeit für Ideen, Menschen, Informationen und Kulturbeziehungen » besteht ein direkter Zusammenhang. Das Konzept von der Kulturnation zielt wie das Freizügigkeitskonzept darauf, in den Bereichen Information, Kultur, Bildung, Wissenschaft und humanitäre Kontakte unkontrollierbar bürgerliche Ideologie (in unserem speziellen Fall aus der BRD) in die sozialistische Gesellschaft hineinzutragen“, in : Erhard Hexelschneider et Erhard John, op. cit., p. 61.

[10] Cf par exemple M. Godelier, L'énigme du don, Paris, Fayard, 1996 et Au fondement des sociétés humaines. Ce que nous apprend l'anthropologie, Paris, A. Michel, 2007, pp. 203-211.

[11] Daniela Dahn, Wehe dem Sieger ! Ohne Osten kein Westen, Rowohlt, 2009, 301p.

[12] Udo Bartsch, Udo Bartsch, « Du passé à l'avenir, Expériences, déceptions, espoirs », in : Hermann Glaser, Ce qui reste – ce qui sera – le changement culturel dans les nouveaux Länder, InterNations, 1995, p. 32.

[13] Fritz Vilmar et Gislaine Guittard, La face cachée de l'unification allemande, Les Editions de l'Atelier, Paris, 1999, 233 p.

[14] Fritz Vilmar et Gislaine Guittard, op. cit., p. 164.

[15] Anecdote citée par Andreas H. Apelt, in : « Se sentir étranger dans son propre pays, De l'idée d'autorité », in : Hermann Glaser, Ce qui reste – ce qui sera – le changement culturel dans les nouveaux Länder, InterNations, 1995, p. 65.

[16] Pour une étude de ce Symposium, cf. Udo Bartsch, art. cité.

[17] Cette lettre, extraite du courrier des lecteurs du FAZ, est citée par Fritz Vilmar et Gislaine Guittard dans leur ouvrage : Fritz Vilmar et Gislaine Guittard, La face cachée de l'unification allemande, Les Editions de l'Atelier, Paris, 1999. Nos recherches pour retrouver le texte intégral de cette lettre sont restées vaines, la date du FAZ qu'ils indiquent, le 1.03.1992, correspondant à un dimanche, et la lettre ne se trouvant ni dans le numéro précédent, ni dans le numéro suivant. Il s'agit donc vraisemblablement d'une erreur d'impression.

[18] Daniela Dahn, op. cit., p. 72.

[19] Georges Bataille, La part maudite, Paris, Editions de minuit, 1949.

[20] Marcel Mauss, « Essai sur le don », Sociologie et anthropologie, Paris, P.U.F., 1950, pp. 143-362 (1e édition, 1923-1924).

[21] Karl Bever, « Wir fühlen uns wie beim Pferdemarkt », in : Spiegel, 17/91.

[22] L'expression est de Jean-Pierre Lefebvre, cf. « Le rêve de la normalité », Entretien avec Jean-Pierre Lefebvre, in : Revue Esprit, n°221, Mai 1996, « L'Allemagne de nos incertitudes, L'Europe sera-t-elle allemande ? Leçons d'une enquête sur le modèle allemand », p. 110 - 124.

[23] Cf. Jean-Pierre Lefebvre, art. cité.

[24] Cf. Aristote, Politiques, I 9.

[25] cf. Jen-Pierre Warnier, « The reproductive Model in Trobriand Society » et « Reproduction. A replacement for Reciprocity » dans les Bulletins du MAUSS n°2 et 3/4 de 1982, Cf. Iteanu André. In Memoriam : Annette B.Weiner. In : Journal de la Société des océanistes. 106, 1998-1. pp. 93-94.

[26] M. Godelier avait également développé l'idée d'un principe maintenant dans l'imaginaire des hommes un lien entre le premier possesseur de l'objet aliéné dans un circuit oblatif, donc échangé, et cet objet. Ce principe repose sur la distinction entre droit de propriété et droit d'usage.

[27] L'expression est de l'historien Hans-Ulrich Wehler, elle a bien sûr fait couler beaucoup d'encre aussi bien en Allemagne qu'à l'étranger.